



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9379

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5927^e séance – matin

CONSEIL DE SÉCURITÉ: DES CHANCES FRAGILES MAIS RÉELLES D'UN ACCORD DE PAIX AU MOYEN-ORIENT AVANT LA FIN DE L'ANNÉE, SELON LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES

La Directrice de la Division Asie-Pacifique du Département des affaires politiques (DPA), Mme Lisa Buttenheim, a estimé ce matin, lors de la réunion mensuelle d'information du Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient, qu'il existait des « chances fragiles mais réelles » d'aboutir à un accord de paix d'ici à la fin de l'année, conformément au cap fixé à Annapolis.

« Il semble que les parties restent fidèles à cet objectif », a affirmé Mme Buttenheim, soulignant que « des progrès ont été réalisés sur plusieurs fronts au cours des 12 derniers mois ». Néanmoins, « les négociations bilatérales doivent aboutir à un accord sur les questions essentielles ».

Selon la Directrice de la Division Asie-Pacifique, les mesures d'appui à l'Autorité palestinienne et à l'économie de la Cisjordanie doivent être renforcées, notamment par un appui budgétaire de la part des donateurs et la levée par Israël des restrictions aux mouvements.

Les obstacles à la mise en œuvre de la Feuille de route « doivent être levés, en particulier le gel des colonies de peuplement », a-t-elle ajouté. De même, les efforts de réforme du secteur de la sécurité entrepris par l'Autorité palestinienne doivent-ils être poursuivis et appuyés. « Il faut améliorer la situation sociale et économique à Gaza et résoudre les questions en suspens pour la réouverture des points de passage », a-t-elle aussi expliqué, jugeant que sur cette question, le dialogue interne devait s'intensifier.

Mme Buttenheim avait entamé son exposé en faisant état d'une « évolution positive bien que précaire » de la situation au Moyen-Orient ce mois-ci. « Sur d'autres sujets, les progrès ont été insuffisants », avait-elle ajouté.

S'agissant de la situation dans la bande de Gaza, la Directrice de la Division Asie-Pacifique a indiqué que, grâce aux efforts de l'Égypte au cours des derniers mois, une cessation de tous les actes de violence était en vigueur depuis le 19 juin, à 6 heures. « L'engagement de l'Égypte est un signe du rôle actif que des pays de la région jouent dans le cadre de la recherche de solutions diplomatiques aux problèmes du Moyen-Orient », a-t-elle souligné.

Bien que le calme ait prévalu pendant plusieurs jours, des roquettes et des mortiers palestiniens ont été tirés contre Israël les 24 et 25 juin, entraînant la fermeture, depuis trois jours, des points de passage. Des tirs des Forces de défense israéliennes ont également eu lieu les 23 et 25 juin.

Dressant en outre un bilan des violences qui ont éclaté avant le cessez-le-feu, Mme Buttenheim a précisé que l'ONU condamnait « toutes les attaques délibérées ou indifférenciées contre des civils ou des

points de passage, ainsi que l'usage disproportionné ou excessif de la force ». Le Quatuor, qui s'est réuni à Berlin il y a trois jours, a souligné l'importance du maintien total d'une situation calme. « Le Quatuor a noté qu'une solution durable à la situation à Gaza ne sera obtenue que par des moyens pacifiques », a-t-elle déclaré. Pour le Quatuor, il est également essentiel que la sécurité des Palestiniens et des Israéliens soit améliorée pour que soit assuré le retour à une vie normale des civils. « Les conditions sont extrêmement graves et ont besoin d'une attention urgente », a-t-elle ajouté, évoquant la situation humanitaire et économique à Gaza.

Des efforts pour faire progresser le processus d'Annapolis se sont poursuivis au mois de juin, a indiqué Mme Buttenheim. Le Premier Ministre d'Israël, M. Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, se sont rencontrés le 2 juin, et des réunions ont continué d'avoir lieu entre les négociateurs en chef des deux parties, la Ministre israélienne des affaires étrangères, Mme Tipzi Livni et M. Ahmad Qurei. La Secrétaire d'État américaine, Mme Condoleezza Rice, a tenu avec eux une réunion trilatérale lorsqu'elle a visité la région les 15 et 16 juin, puis à Berlin il y a deux jours. Tandis que des questions importantes font l'objet de discussions, il est évident que des insuffisances persistent, a-t-elle affirmé. Néanmoins, les parties sont engagées dans le processus et continuent de maintenir la confidentialité qui a jusqu'à présent caractérisé leurs efforts, a-t-elle ajouté. Le Quatuor a exprimé son engagement à soutenir les parties en mettant en œuvre les décisions difficiles qu'elles ont prises et qui s'imposent afin d'aboutir à un accord d'ici à la fin de 2008, a-t-elle déclaré.

De son côté, le Représentant du Quatuor, M. Tony Blair, continue à suivre la série des mesures qu'il a annoncées au mois de mai dernier, pour permettre un plus grand mouvement des personnes et des marchandises et contribuer à la croissance économique de l'Autorité palestinienne. Depuis le début du mois de juin, les Forces de défense israéliennes ont levé environ 20 barrages et créé deux nouveaux autres. La levée des barrages n'a pas eu un réel impact, étant donné que leur nombre total en Cisjordanie est de 602. Les nouvelles procédures imposées au mouvement des fonds et programmes des Nations Unies en Cisjordanie sont une autre source de préoccupation.

Concernant la situation économique, Mme Buttenheim a indiqué que le Gouvernement palestinien a introduit un régime fiscal bien contrôlé. Mais le niveau de mise en œuvre des projets financés par les donateurs reste faible, entraînant une révision à la baisse des projections macroéconomiques. S'agissant des revenus, Mme Buttenheim a qualifié d'injustifiables les retards dans le transfert par Israël des revenus dus pour le mois de mai et sa décision unilatérale de procéder à des déductions, ce qui a causé des retards dans le paiement des salaires et rendu encore plus difficile toute planification budgétaire du côté des Palestiniens. Il est essentiel, dans ce cadre, que les pays transforment certaines de leurs contributions aux projets en appui budgétaire.

Après avoir indiqué que les discussions indirectes entre Israël et la Syrie, avec la médiation de la Turquie, s'étaient poursuivies au cours de ce mois, Mme Buttenheim a évoqué la situation au Liban où le processus de formation d'un gouvernement d'unité nationale se poursuit. La nécessité pour les dirigeants libanais d'assurer une pleine mise en œuvre de l'Accord de Doha a été soulignée par les incidents « troublants » intervenus ces derniers jours.

Mais pendant ce mois de juin, la zone d'opérations de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est demeurée généralement calme. La FINUL continue pourtant à enregistrer un nombre significatif de violations aériennes de la part d'Israël. Le 23 juin, une Conférence internationale sur la reconstruction du camp de réfugiés de Nahr el-Bared a eu lieu à Vienne et a donné lieu à des annonces de contributions d'une valeur de 112 millions de dollars.

* *** *